26 AUG 1975
2
Bureau
Coordination

MTL. - 1 - L.4647/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 16 février 1955, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets", a donné le 9 mars 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e Februari 1955 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende geldelijk statuut der gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten", heeft de 9e Maart 1955 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de fixer à nouveau le statut pécuniaire pour des officiers et des agents judiciaires près les parquets, en leur faisant application du statut pécuniaire du personnel des ministères, moyennant les adaptations nécessaires.

Le projet trouve son fondement légal dans les articles 1er, 5 et 6 de la loi du 7 avril 1919.L'alinéa 1er du préambule gagnerait à être complété par la mention de ces articles.

Les alinéas 3 et 5 du préambule gagneraient également à indiquer les dispositions modifiées. Pour être complets,ils devraient être rédigés comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 3 avril 1929 organique de la sûreté publique, notamment les articles 1er, 5 et 6, modifiés par les arrêtés royaux des 13 avril 1937 et 9 juillet 1951;

Vu ... ;

Vu l'arrêté du Régent du 30 mai 1949 modifiant etc... , notamment l'article 2;".

L'alinéa 8 du préambule devrait faire mention de la modification apportée à l'arrêté royal du 16 février 1953 par l'arrêté royal du 25 novembre 1953 .

La phrase liminaire de l'article 2 gagnerait à être rédigée de la manière suivante :

"Les échelles de traitement afférentes aux grades des officiers et agents judiciaires près les parquets, sont fixées comme suit :".

.../...

Dans le même article, il faut,par souci de concordance avec l'arrêté de cadre du 29 mars 1951,se référer en dixième et en treizième ordre aux fonctions d'"opérateur principal de laboratoire de police scientifique"et d'"opérateur de laboratoire de police scientifique".

L'article 6, § 2,du projet pourrait être rédigé plus clairement ainsi qu'il suit :

" § 2. Le supplément s'incorpore au traitement. Il est,au besoin,réduit de manière à ne pas porter le traitement au delà du maximum de l'échelle.

Le supplément est soumis au régime de mobilité applicable au traitement. Il est payé dans la même mesure que le traitement, lorsque celui-ci n'est pas dû entièrement ".

L'article 9 du projet remplace l'article 6 de l'arrêté royal du 3 avril 1929 par de nouvelles dispositions. L'idée énoncée par l'alinéa 3 du nouvel article 6 serait mieux à sa place si on l'insérait à l'article 5, 3°,du même arrêté royal.

Compte tenu de quelques menues modifications de forme, l'article 9 du projet pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

Article 9.-

Les articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 3 avril 1929, modifiés par l'arrêté royal du 13 avril 1937, sont remplacés par les dispositions suivantes :

.../...

Article 5.- Sans préjudice de l'application éventuelle des articles 280 à 282 bis du Code d'instruction criminelle, ces peines disciplinaires sont :

1° la réprimande;
2° la réprimande avec privation de traitement pendant huit jours au plus;
3° la suspension de huit jours au moins à six mois au plus, avec privation de traitement;
4° la rétrogadation;
5° la révocation.

Article 6.- L'officier ou l'agent judiciaire qui aura été frappé d'une peine disciplinaire par application de l'article 5 sera privé de l'effet de la première augmentation de traitement à venir, à dater de l'échéance de celle-ci et pendant :

1° un an, à la suite d'une réprimande;
2° deux ans, à la suite d'une réprimande avec privation de traitement;
3° trois ans, à la suite d'une suspension;

En cas de promotion, la retenue ne porte que sur le montant de l'augmentation auquel l'intéressé aurait eu droit dans son grade antérieur ".

On constatera que ce texte ne prévoit pas de retard dans les effets des augmentations de traitement en cas de peine disciplinaire infligée par application des articles 280 à 282 bis du Code d'instruction criminelle. La raison en est que l'article 282 bis,inséré dans le Code d'instruction criminelle par l'arrêté royal n° 275 du 30 mars 1936,règle déjà les effets pécuniaires qui s'attachent aux peines disciplinaires infligées par les Cours d'appel et les procureurs généraux. De plus,les

.../...

agents judiciaires n'ayant pas, sauf dans les cas prévus par l'arrêté-loi du 1er février 1947, qualité d'officier de police judiciaire, ils ne peuvent se voir appliquer les articles 280 à 282 bis du Code d'instruction criminelle.

L'article 10 du projet se réfère erronément à l'alinéa 4 de l'article 2 de l'arrêté du Régent du 30 mai 1949 qu'il remplace. Afin d'éviter toute difficulté à cet égard, il serait préférable de reprendre ledit article 2 en entier et d'y insérer la disposition nouvelle comme suit :

Article 10.-

L'article 2 de l'arrêté du Régent du 30 mai 1949 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2.- Sous réserve des attributions de la Commission consultative paritaire instituée près le Comité régulateur, celui-ci exerce les attributions suivantes :

1° il prépare les projets d'arrêtés généraux concernant les polices judiciaires et les laboratoires de police scientifique;
2° il règle, sous l'approbation du Ministre, toutes les questions relatives au mode de travail de ces services;
3° il donne son avis sur les nominations, promotions et déplacements du personnel de ces services, ainsi que sur les distinctions honorifiques à lui accorder;
4° il donne son avis sur l'application des peines disciplinaires prévues à l'article 9 de l'arrêté royal du 3 avril 1929.

S'il est appelé à donner son avis sur une proposition de déplacement d'office dans l'intérêt du service, il entend l'intéressé ".

.../...

L'article 11, 1°, 2° et 3°, abroge expressément une série de dispositions. Cette énumération n'apparaît complète que dans la mesure où le Conseil d'Etat peut vérifier la réglementation en vigueur, celle-ci n'ayant pas toujours été publiée.

L'article 11, 4°, est inutile, les abrogations implicites se réalisant par le seul fait de l'entrée en vigueur du nouveau statut.

L'article 13 déroge en réalité à l'arrêté du Régent du 16 mars 1950, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1953. Ces arrêtés ont été délibérés en conseil des Ministres.

Si l'on veut éviter de soumettre, en raison de cette dérogation, l'ensemble du projet à l'avis du conseil des Ministres, il importerait de reprendre la disposition constituant l'article 13 dans un arrêté distinct, qui ferait seul l'objet de la délibération des Ministres réunis en conseil.

En ce qui concerne l'article 14, le Conseil d'Etat signale enfin que la rétroactivité n'aura de fondement légal que dans la mesure où les dispositions du projet ne portent pas atteinte à des droits acquis.

Doel van het ontwerp is, de geldelijke regeling voor de gerechtelijke officieren en beambten bij de parketten opnieuw vast te stellen door het geldelijk statuut van het personeel der ministeries met de nodige aanpassingen op hen toepasselijk te maken.

Rechtsgrond voor het ontwerp zijn de artikelen 1, 5 en 6 van de wet van 7 April 1919 ; het eerste lid van de inleiding zou best naar die artikelen verwijzen.

Het derde en het vijfde lid van de inleiding dienen ook de gewijzigde artikelen op te geven. Om volledig te zijn, zou de tekst als volgt moeten luiden :

"Gelet op het koninklijk besluit van 3 April 1929 houdende inrichting van de openbare veiligheid, namelijk op de artikelen 1, 5 en 6, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 April 1937 en 9 Juli 1951 ;

Gelet op ... ;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 Mei 1949 ..., namelijk op artikel 2 ; " .

In het achtste lid van de inleiding ware melding te maken van de wijziging, die het koninklijk besluit van 25 November 1953 in het besluit van 16 Februari 1953 heeft gebracht.

De inleidende volzin van artikel 2 ware beter als volgt te lezen :

"De weddeschalen voor de graden van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten worden als volgt vastgesteld :".

.../...

In hetzelfde artikel schrijve men, om in overeenstemming te blijven met het kaderbesluit van 29 Maart 1951 voor de tiende en de dertiende graad : "Eerstaanwezend operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie" en "Operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie".

Voor artikel 6, § 2, van het ontwerp, ware de volgende tekst duidelijker :

"§ 2. Dit supplement wordt in de wedde opgenomen. Het wordt zo nodig dermate verminderd, dat de wedde niet hoger gaat dan de maximumwedde van de schaal.

Voor het supplement geldt de mobiliteitsregeling die op de wedde van toepassing is. Het wordt in dezelfde mate als de wedde uitbetaald, wanneer deze niet geheel verschuldigd is ".

Artikel 9 van het ontwerp vervangt artikel 6 van het koninklijk besluit van 3 April 1929 door nieuwe bepalingen. De in het derde lid van het nieuw artikel 6 uitgedrukte gedachte behoort veeleer thuis onder artikel 5, 3°, van hetzelfde koninklijk besluit.

Met enkele lichte vormwijzigingen, ware artikel 9 dan als volgt te lezen :

Artikel 9.-

De artikelen 5 en 6 van het koninklijk besluit van 3 April 1929, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 April 1937, worden door de volgende bepalingen vervangen :

.../...

" Artikel 5.- Onverminderd de eventuele toepassing van de artikelen 280 tot 282 bis van het Wetboek van strafvordering, zijn die tuchtstraffen :

1° de berisping ;

2° de berisping met verlies van wedde voor ten hoogste acht dagen ;

3° de schorsing voor ten minste acht dagen en ten hoogste zes maanden, met verlies van wedde ;

4° de terugstelling ;

5° de afzetting.

Artikel 6.- De gerechtelijke officier of agent tegen wie bij toepassing van artikel 5 een tuchtstraf is uitgesproken, komt niet in aanmerking voor de eerstvolgende weddeverhoging, te rekenen van het verschijnen van deze verhoging, gedurende :

1° een jaar, ingevolge een berisping ;

2° twee jaren, ingevolge een berisping met verlies van wedde ;

3° drie jaren, ingevolge een schorsing.

Bij bevordering slaat de inhouding alleen op het bedrag van de verhoging waarop de belanghebbende in zijn vroegere graad aanspraak zou hebben gehad ".

Men zal hebben opgemerkt, dat in deze tekst geen sprake is van vertraging in de uitwerking der weddeverhogingen in het geval, dat bij toepassing van de artikelen 280 tot 282 bis van het Wetboek van strafvordering een tuchtstraf is uitgesproken. De reden daarvoor is, dat artikel 282 bis, dat door het koninklijk besluit nr 275 van 30 Maart 1936 in het Wetboek van strafvordering is ingevoegd, reeds voorzieningen treft inzake de gel-

.../...

delijke gevolgen, die aan door de Hoven van beroep en de procureurs-generaal uitgesproken tuchtstraffen zijn verbonden. Overigens kan tegen de gerechtelijke agenten die, behalve in de gevallen voorzien in de besluitwet van 1 Februari 1947, niet de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie hebben, geen toepassing worden gemaakt van de artikelen 280 en 282 bis van het Wetboek van strafvordering.

Artikel 10 van het ontwerp verwijst ten onrechte naar het vierde lid van artikel 2 van het besluit van de Regent van 30 Mei 1949, dat het vervangt. Opdat terzake geen verwarring mogelijk zou zijn, ware het raadzaam, dit artikel 2 in zijn geheel over te nemen en er de nieuwe bepaling in te voegen :

Artikel 10.-

Artikel 2 van het besluit van de Regent van 30 Mei 1949 wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 2.- Onder voorbehoud van de bevoegdheden van de paritaire commissie van advies, opgericht bij het regelingscomité, oefent dit laatste de volgende bevoegdheden uit :

1° het bereidt de ontwerpen voor van algemene besluiten betreffende de gerechtelijke politie en de laboratoria voor fotografie der parketten ;

2° het regelt, onder de goedkeuring van de Minister, al de kwesties betreffende de werkwijze van die diensten ;

3° het brengt advies uit over de benoemingen, bevorderingen en overplaatsingen van het personeel dezer diensten, en over de aan dit personeel te verlenen eretekens ;

4° het brengt advies uit over de toepassing der bij artikel 9 van het koninklijk besluit van 3 April 1929 bepaalde tuchtstraffen.

Wanneer het verzocht wordt advies uit te brengen over een voorstel tot overplaatsing van ambtswege, in het belang van de dienst, hoort het de betrokkene ".

Artikel 11, 1°, 2° en 3°, houdt uitdrukkelijke opheffing van een reeks bepalingen. Het wil de Raad van State voorkomen, dat deze lijst volledig is, maar dan alleen voor zover hij de geldende reglementering, die niet altijd is bekendgemaakt, kan onderzoeken.

Artikel 11, 4°, is overbodig, aangezien de stilzwijgende opheffingen alleen reeds door de inwerkingtreding van het nieuwe statuut plaats vinden.

Artikel 13 is in feite een afwijking van het besluit van de Regent van 16 Maart 1950, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 Februari 1953. Over deze besluiten is in de Ministerraad overleg gepleegd.

Wil men vermijden, dat terwille van deze afwijking het gehele ontwerp aan de Ministerraad voor advies moet worden voorgelegd, dan ware het nodig, de bepaling van artikel 13 in een afzonderlijk besluit op te nemen ; alleen daarvoor is dan overleg in de Ministerraad noodzakelijk.

Ten aanzien van artikel 14 merkt de Raad van State ten slotte op, dat voor de terugwerking alleen rechtsgrond voorhanden is in zover de bepalingen van het ontwerp geen afbreuk doen aan verkregen rechten.

---

chambre était composée de / De kamer was samengesteld uit

ssieurs : Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président, voorzitter,
	A.MAST,	conseillers d'Etat,	
	G.HOLOYE,	raadsheren van State,	
	P.COART-FRESART,	assesseurs de la section de législation,	
	P.ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerdaise a été vérifiée sous le trôle de M.LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE.

GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) LEPAGE.